

Monsieur l'Orateur, avant que cela ne se produise, je dis fermement que nous n'avons pas les moyens financiers pour participer à une troisième guerre mondiale. La finance, qui nous permettrait de faire face à une guerre, n'est pas au point, à l'heure actuelle. Si le système financier est incapable de combattre la pauvreté et l'insécurité au Canada, il ne peut certes pas financer notre participation à une troisième guerre mondiale. Et nous nous y opposerons de toutes nos forces, justement pour les raisons que je viens d'énoncer. (*Applaudissements*).

Pour quelle raison le ministre des Finances et Receveur général n'a-t-il pas préconisé, dans son exposé, la création d'une banque des affaires municipales, par exemple? Aujourd'hui toutes nos municipalités, que ce soit dans le Québec ou dans les autres provinces canadiennes, sont accablées de dettes qu'elles ne pourront jamais payer de leur vie. Au fait, le service de la dette, les intérêts sur les dettes municipales, absorbent 50, 60 p. 100 de la somme totale de leur budget. Pourquoi ne prévoit-on pas la création d'une banque des affaires municipales pour financer les municipalités, sans exiger un intérêt, comme nous le faisons dans le cas de certains pays?

Je ne veux pas dire qu'on doive cesser d'aider les pays étrangers qui en ont besoin, non, mais commençons donc par aider ceux qui, chez nous, ont besoin d'être aidés. Mais cela, on l'oublie; nous n'avons pas le temps! Dans son exposé budgétaire, il n'en fait aucune mention. Il supprime la taxe sur les pilules: 12 p. 100! La guerre à la pauvreté? Le ministre ne nous en parle plus! Que fera le ministre lorsqu'il rencontrera les représentants des provinces canadiennes, dans quelques mois, lors de la tenue d'une nouvelle conférence fédérale-provinciale, alors que toutes les provinces demanderont à Ottawa plus de sources de revenu? Que répondra le ministre des Finances et Receveur général à la province de Québec, à la province d'Ontario, aux provinces qui, actuellement, touchent des paiements de péréquation?

Le ministre n'a aucune solution. Il n'y a rien dans son budget qui prévoit cela. Tout ce que le ministre nous dit, c'est que pour maintenir la prospérité actuelle, il ne faut pas augmenter les taxes ni l'impôt sur le revenu, mais diminuer ou supprimer la taxe sur les produits pharmaceutiques, parce que nous accusons un déficit de 740 millions.

• (4.30 p.m.)

Quelle est la solution? Pas de solution! Les conservateurs présentent un amendement pour dire que le gouvernement a manqué. C'est vrai! Quand les conservateurs occupaient les banquettes ministérielles, c'est le gouvernement actuel, alors assis à la place des conservateurs, qui disait: Le gouverne-

ment a manqué. C'est vrai! Mes amis du Nouveau parti démocratique disent la même chose: Le gouvernement manque.

Mais, qu'ont fait les gouvernements qui se sont succédé depuis que le Canada est Canada, depuis la Confédération, bref, depuis 100 ans, dans le domaine monétaire? Zéro! C'est là qu'est tout le problème. Tout le problème est dans l'administration du système financier et le gouvernement n'en tient pas compte, ou plutôt, on en tient compte. Certainement! On enlève la taxe sur les pilules!

Monsieur l'Orateur, les créditistes ont une solution autre que celle qui est proposée par le gouvernement. Elle est tout autre, parce que le gouvernement n'en propose pas, et qu'il patage dans un système qui, au lieu de présenter des solutions, crée des problèmes. Alors, on assiste à ce bel exemple de créer des problèmes, et quand vient le temps de solutionner un problème donné, on en crée un autre.

Pour effacer une dette, on s'endette davantage! C'est intelligent comme régime! C'est un régime fort intelligent et, surtout, fort adapté aux besoins du peuple canadien!

A la lumière du récent budget du ministre des Finances, on comprend, une fois de plus, que la situation financière du Canada devienne de plus en plus complexe et sombre pour l'ensemble des Canadiens.

Ce discours du budget m'apparaît comme une mini-séance de patinage dans le système financier actuel qui, en réalité, ne solutionne rien—c'est pour cela que le ministre des Finances se retire de la Chambre—mais crée des problèmes. D'ailleurs, la réaction de la population à l'égard de ce budget en est une d'apathie et d'un certain soulagement. D'apathie, parce qu'il n'y a rien, dans le budget, qui prête à l'enthousiasme. Même les libéraux sont déçus de ce budget-là; mon ami, le député de Champlain (M. Matte) est un de ceux-là. C'est aussi une réaction de soulagement, parce que tous les Canadiens craignaient une nouvelle hausse d'impôts et de taxes.

Or, le ministre nous a annoncé que ces nouvelles taxes viendront plus tard, à l'automne. D'après les déclarations du ministre, on constate que ce n'est que partie remise. En effet, on prévoit un nouveau mini-budget pour l'automne, dans lequel on nous dira qu'il faut inévitablement renflouer les coffres du Trésor. Ce sera alors l'autre côté de la médaille financière que le ministre n'ose pas montrer maintenant.

Où va l'économie canadienne? Personne ne le sait. C'est la raison pour laquelle le gouvernement, à mon sens, planifie à court terme, c'est-à-dire pour un laps de temps de quelques mois, de deux mois, de trois mois, de six